

Revue de presse



Dimanche 08 mai 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Réunion du gouvernement : la promotion de l'investissement à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a présidé, jeudi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'un avant projet de loi relative à l'investissement et d'un amendement de l'Ordonnance de 2008 relative à la concession des terrains relevant du domaine privé de l'Etat destinés à l'investissement, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral :



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Terrains du domaine privé de l'Etat: révision des conditions de concession au profit des investissements

Le gouvernement, réuni jeudi sous la présidence du Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a examiné un amendement de l'Ordonnance de 2008 relative à la concession des terrains relevant du domaine privé de l'Etat destinés à l'investissement, visant à renforcer l'offre du foncier au profit de l'investissement dans plusieurs domaines.

HOMMAGE À MOHAMED-SEDDIK BENYAHIA : Lamamra rappelle les qualités du chahid de la diplomatie algérienne

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COMMUNAUTÉ NATIONALE À L'ÉTRANGER, RAMTANE LAMAMRA, s'est remémoré, jeudi dernier, les qualités du défunt moudjahid, diplomate et ancien ministre des Affaires étrangères Mohamed-Seddik Benyahia, appelant les jeunes à marcher sur les pas de cette personnalité exemplaire.

Dans son allocution lors d'une conférence organisée à l'occasion du 40e anniversaire de la mort du défunt Benyahia, Lamamra a souligné que cette halte constitue «une commémoration importante pour l'Algérie ainsi que pour tous les peuples qui aspirent à la paix». «Nous nous inclinons aujourd'hui à la mémoire du martyr du devoir et de la diplomatie algérienne et mondiale, le martyr qui a voué sa vie au service de l'Algérie en tant que militant, moudjahid et fin négociateur durant la glorieuse guerre de Libération», a-t-il poursuivi.

«Outre les postes diplomatiques importants qu'il a occupés, le défunt a également participé à la conception et au développement des programmes, des idées et des plans mis en œuvre à l'époque du président Houari Boumediène, contribuant ainsi aux politiques intérieures et s'acquittant brillamment de ses missions», a souligné Lamamra.

Le ministre a rappelé que le défunt «a pratiqué la diplomatie avant l'avènement même de la diplomatie algérienne moderne». «D'abord lorsqu'il ne ménagea aucun effort pour rassembler les jeunes Algériens sur les bancs des universités, en jouant un rôle essentiel dans la création de l'Union générale des étudiants musulmans algériens, laquelle a doté la lutte armée d'un bataillon de cadres compétents et engagés qui ont fait un travail colossal à travers le monde pour mobiliser le soutien en faveur de la Révolution de libération», a-t-il précisé.

Pour sa part, le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, s'est dit «fier d'appartenir à une nation qui a donné naissance à des sommités de la trempe du défunt Benyahia qui était à la fois un homme de la Révolution, un homme d'Etat et un homme de paix»

DÉMOCRATISATION DE L'ACCÈS À L'UNIVERSITÉ

Passant en revue les haltes les plus marquantes de son parcours, Bouslimani a dit que «le martyr avait laissé son empreinte en occupant le poste de ministre de la Culture et de l'Information, à travers son rôle dans l'organisation du secteur et en promulguant, pour la première fois, les statuts des médias algériens à l'époque, ainsi que sa contribution active en vue d'ouvrir la voie à une réflexion sur la promulgation du statut du journaliste, d'ailleurs toujours d'actualité».

Pour le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laïd Rebiga, «la commémoration de cet anniversaire se veut un hommage et une reconnaissance des succès que remporte la diplomatie algérienne aujourd’hui sous la direction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et sa contribution active au rétablissement de la sécurité et de la paix dans l’environnement régional et international».

De son côté, le ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a rappelé la contribution active du martyr dans la structuration du secteur qui repose sur plusieurs principes, dont la démocratisation de l’accès à l’Université, la gratuité de l’enseignement et l’accès aux œuvres universitaires. **Pour sa part, le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a mis en avant, dans son intervention, la «valeureuse» contribution du défunt Benyahia lorsqu’il avait occupé le poste de ministre des Finances.**

De son côté, le conseiller du président de la République chargé de la culture et de l’audiovisuel, Ahmed Rachedi, a livré son témoignage sur le parcours militant du martyr, qui était l’un de ses compagnons les plus proches, citant les étapes charnières qu’ils avaient parcourues. Il a fait part, dans ce sillage, de la possibilité de «produire un film documentaire sur cette personnalité».

La conférence a été une occasion pour projeter un film documentaire sur le parcours militant du défunt et distinguer sa famille, distinction remise à son neveu Abdelmalek Benyahia, qui a tenu à remercier le président de la République et les organisateurs de cette conférence.



OPEP+ La production pétrolière de l'Algérie augmentera de 11.000 barils/jour

Le ministre de l’Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé, jeudi dernier à Alger, que la production pétrolière de l’Algérie augmentera d’environ 11.000 barils/jour en juin prochain, conformément aux décisions de la 28e réunion ministérielle Opep-non Opep tenue jeudi dernier par visioconférence. S’exprimant au terme de la réunion, Arkab a indiqué que cette décision avait été prise par les pays participants après consultation des rapports des experts du comité technique.

«Ces rapports ont fait ressortir que les approvisionnements et les fondamentaux du marché sont solides, en dépit de certains indicateurs sur la croissance économique émettant quelques doutes», a-t-il dit. La production pétrolière algérienne passera de 1.013.000 barils/jour en mai à environ 1.024.000 barils/jour en juin prochain. Les participants à cette réunion ont décidé de relever la production globale du groupe, qui comprend 23 Etats, de 432.000 barils/jour au mois de juin 2022.



Concession des terrains du domaine privé de l'état L'éclairage des experts : L'éclairage des experts

L'État veut lutter contre la spéculation foncière qui a figé l'acte d'investir et mobilisé des assiettes considérables restées inactives et improductives.



Elle simplifie au maximum les procédures d'investissement : L'Algérie se veut captivante

Le gouvernement promet de déverrouiller les secteurs stratégiques et accorder à l'acte d'investir toute l'importance qu'il mérite. Décrétée par le président de la République, année de l'économie par excellence, 2022 ne saurait matérialiser cet objectif sans un cadre juridique clair incitatif aux investissements locaux et étrangers. Le gouvernement qui a rouvert le dossier du Code des investissements, ce jeudi, après un renvoi en seconde lecture par le président Tebboune, lors du Conseil des ministres du 13 mars dernier, est tenu cette fois de réussir sa deuxième tentative du genre.



Terrains du domaine privé de l'État: révision des conditions de concession au profit des investissements

Le gouvernement, réuni jeudi sous la présidence du Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a examiné un amendement de l'Ordonnance de 2008 relative à la concession des terrains relevant du domaine privé de l'Etat destinés à l'investissement, visant à renforcer l'offre du foncier au profit de l'investissement dans plusieurs domaines.



Guichet unique, Brahim Guendouzi, économiste : «L'interface par excellence pour l'investisseur»

Dans le processus de l'investissement, le guichet unique est ce dispositif qui rassemble toutes les administrations concernées par l'attribution des visas pour l'investisseur, indique l'économiste Brahim Guendouzi, enseignant à l'université de Tizi-Ouzou.

RAMTANE LAMAMRA REND HOMMAGE À MOHAMED SEDDIK BENYAHIA : Un homme d'Etat dévoué et un diplomate hors pair

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra s'est remémoré les qualités du défunt moudjahid, diplomate et ancien ministre des Affaires étrangères, Mohamed Seddik Benyahia, appelant les jeunes à suivre les pas de cette personnalité exemplaire.

De son côté, le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya a mis en avant, dans son intervention, la « valeureuse » contribution du défunt Benyahia lorsqu'il avait occupé le poste de ministre des Finances, outre son rôle dans l'établissement de bases solides de l'économie nationale visant à améliorer les conditions de vie des citoyens dans la société algérienne.



EN DÉPIT DES SANCTIONS OCCIDENTALES CONTRE LA RUSSIE : L'OPEP+ maintient le statu quo

L'alliance OPEP+ a décidé, à l'issue de sa 28e réunion ministérielle, tenue par vidéoconférence jeudi dernier, de maintenir sa stratégie de production au vu de «la persistance des fondamentaux du marché pétrolier et le consensus sur les perspectives indiquant un marché équilibré». Le groupe, qui a par ailleurs «noté les effets persistants des facteurs géopolitiques et des problèmes liés à la pandémie en cours – notamment en Chine», a ainsi décidé, selon le communiqué final publié sur le site de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), de «réaffirmer la décision de la 10e réunion ministérielle OPEP et non-OPEP du 12 avril 2020 et entérinée lors de réunions ultérieures, et de reconfirmer le plan et le mécanisme d'ajustement de la production mensuelle, approuvés lors de la 19e réunion ministérielle OPEP et non-OPEP du 18 juillet 2021, et la décision d'ajuster à la hausse la production globale mensuelle pour le mois de juin 2022».

La réunion à laquelle a pris part le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a approuvé l'ajustement à la hausse de la production globale mensuelle de 432 000 barils par jour (bpj) pour le mois de juin 2022. La production de l'Algérie augmentera de ce fait de 11 000 bpj. L'OPEP+, qui a réitéré l'importance cruciale d'adhérer à la pleine conformité et au mécanisme de compensation, en profitant de la prolongation de la période de compensation jusqu'à fin juin 2022, a par ailleurs fixé la date de sa prochaine réunion au 2 juin 2022.

En choisissant le statu quo, à travers la reconduction d'un plan progressif de levée des restrictions à la production appliquées en 2020, l'OPEP+ a encore une fois choisi d'ignorer les appels des pays occidentaux à accélérer les hausses de production.

«AUGMENTER LA PRODUCTION»

Les Etats-Unis ont demandé à plusieurs reprises à l'OPEP d'augmenter la production, mais l'Organisation a résisté aux appels occidentaux. Le secrétaire général de l'OPEP, Mohammad Barkindo, a déclaré mercredi qu'il n'était pas possible pour d'autres producteurs de remplacer les exportations russes de plus de 7 millions de bpj. «La capacité de réserve n'existe tout simplement pas», a-t-il précisé. Dans ce contexte, la commission judiciaire du Sénat américain a adopté jeudi un projet de loi connu sous le nom de «NOPEC» visant à infliger aux producteurs de pétrole de l'OPEP des poursuites américaines pour collusion sur les prix. Le projet de loi, qui a été adopté par le comité par 17 voix contre 4, devrait cependant être adopté par l'ensemble du Sénat et de la Chambre et être signé par le président Joe Biden pour devenir loi.

Par ailleurs, la réunion qui intervenait un jour après la proposition de l'Union européenne d'appliquer un embargo progressif sur le pétrole russe, dans le sillage de la guerre en Ukraine, a évité d'aborder le sujet lors des pourparlers, qui ont duré à peine une quinzaine de minutes, consacrés exclusivement au calendrier des prochains ajustements de production. Le ministre du Pétrole du Koweït affirme que la stratégie de l'OPEP+ assure la stabilité et l'équilibre du marché. Le ministre koweïtien du Pétrole a déclaré, à l'issue de la réunion, que la stratégie de l'OPEP+ d'augmentation mensuelle de la production de brut garantissait la stabilité et l'équilibre du marché, Mohamed Al Fares a également précisé, selon l'agence de presse koweïtienne officielle KUNA, que l'alliance surveillait les fermetures liées à la propagation du coronavirus dans les villes chinoises et toute interruption possible de l'approvisionnement, ce qui pourrait compromettre les perspectives de la demande.

Des inquiétudes qui motivent la stratégie de l'OPEP+ qui refuse, selon plusieurs déclarations, de soumettre sa cohésion difficilement acquise – entre pays membres de l'OPEP et pays non membres menés par la Russie – à des risques de cassure pour des raisons géopolitiques et d'affrontements politiques en Europe, n'ayant aucun lien avec les fondamentaux du marché devant orienter ses décisions.



LOI SUR L'INVESTISSEMENT L'AVANT-PROJET EXAMINÉ EN RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Réuni jeudi dernier sous la présidence du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, le gouvernement a examiné un avant projet de loi relative à l'investissement, qui consacre la liberté d'initiative, simplifie les procédures au profit des investisseurs et encourage les IDE.

C'est ce qu'indique un communiqué des services du Premier ministre, rendu public à l'issue de cette rencontre.

Déjà examiné lors du Conseil des ministres du 13 mars dernier, le projet de texte «consacre le principe de liberté d'investissement et d'initiative en intégrant des mesures de simplification des procédures au profit des investisseurs». Il prévoit également le renforcement des prérogatives du guichet unique en matière d'accompagnement et de facilitation de l'acte d'investir, selon la même source. Parmi les mesures phares, l'on cite l'amendement de l'ordonnance de 2008 relative à la concession des terrains relevant du domaine privé de l'Etat destinés à l'investissement, visant à renforcer l'offre du foncier au profit de l'investissement dans plusieurs domaines.

Il s'agira ainsi d'adopter «une approche qui vise à renforcer l'offre du foncier destiné à l'investissement dans plusieurs domaines». Dans ce même sillage, l'objectif recherché est de «mieux valoriser les terrains relevant du domaine privé de l'Etat et de les orienter vers la création de richesse et d'emploi». Le projet de texte porte, par ailleurs, sur la réduction significative des délais de traitement des dossiers d'investissement émanant de porteurs de projets, notamment à travers la dématérialisation des procédures. Des dispositions incitatives en direction des investissements directs étrangers (IDE) créateurs d'emploi sont également prévues. Et ce, dans le but de garantir le transfert de technologie et permettre à l'Algérie d'intégrer les chaînes de valeurs internationales, selon la même source, qui annonce l'examen prochain du texte en Conseil des ministres.



PRODUCTION DE L'HYDROGÈNE AU NIVEAU RÉGIONAL UN RÔLE PRÉPONDÉRANT POUR L'ALGÉRIE, SELON ARKAB

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé, hier à Alger, que l'Algérie était en mesure de jouer un rôle prépondérant dans la production de l'hydrogène au niveau régional. Dans une allocution à l'ouverture de la 26e Journée de l'énergie, M. Arkab a indiqué que «les premières données démontrent que l'Algérie dispose de grandes potentialités qui l'habilitent à avoir un rôle régional prépondérant dans ce domaine, à la faveur d'un immense potentiel d'énergie solaire, de réseaux étendus et intégrés pour le transport de l'électricité et du gaz, de réserves hydriques considérables et d'importantes capacités en matière de recherche et de développement».

Ainsi, l'Algérie possède «de grands atouts et un avantage compétitif» qui lui permettent d'occuper une bonne place pour investir dans l'industrie de l'hydrogène, a relevé le ministre, citant les ressources en gaz naturel disponibles pour appuyer la production de l'hydrogène bleu.

Produit à partir du gaz avec séquestration des émissions de carbone, l'hydrogène bleu est «important» à court et moyen termes pour ainsi développer de l'hydrogène vert (produit à partir des énergies renouvelables) avec «efficacité et faisabilité économiques élevées».

L'Algérie jouit également, a-t-il dit, d'une position stratégique, de ports et d'infrastructures pour le transport du gaz permettant de répondre à la demande locale, régionale et mondiale sur l'hydrogène, outre sa longue expérience dans les technologies utilisées dans ce domaine, ainsi que la disponibilité d'expertises techniques et de capacités de conception dans le secteur de l'énergie pour contribuer à la fabrication locale d'équipements de production d'hydrogène.

«Toutes ces capacités devront permettre à notre pays de s'intégrer rapidement dans la dynamique régionale de développement de l'hydrogène», a affirmé M. Arkab, qui a précisé que le ministère de l'Énergie et des Mines avait été chargé par le gouvernement d'élaborer une stratégie nationale de développement de l'hydrogène, à travers une commission interministérielle composée des secteurs de l'Énergie, de la Transition énergétique, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, **des Start-up et de la Finance**, en plus du Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (Cerefe).

Cependant, le développement de l'hydrogène en Algérie requiert un ensemble d'exigences essentielles et de relever plusieurs défis afin de créer un environnement économique idoine, selon le ministre. Il s'agit précisément de la préparation d'un cadre législatif et réglementaire approprié, de la définition des secteurs prioritaires pour l'utilisation de l'hydrogène, de la préparation et la qualification du capital humain et de la recherche scientifique, de la réalisation des études nécessaires à la construction de projets pilotes, de l'examen des modes de financement ainsi que du développement des relations et des opportunités de coopération internationale, a souligné



تحويل الدولار الى الدينار الجزائري

تحويل الدولار الى الدينار الجزائري، كم تساوي 100 دولار بالدينار الجزائري، تحويل من الدولار الى الدينار، تحويل الدولار إلى الدينار الجزائري في السوق السوداء، تحويل العملات من الدينار الى الدولار.

استقر سعر اليورو اليوم في الجزائر خلال تعاملات السبت 7 مايو/أيار 2022 لدى البنك المركزي، فيما ارتفع بالسوق الموازية (السوداء)

وعدل صندوق النقد الدولي توقعاته الخاصة بنمو الاقتصاد الجزائري لسنة 2022 بزيادة تصل الى 2.4% بدلا من 1.9% المقدرة سابقاً.

وفي آخر تقرير له حول آفاق الاقتصاد العالمي، نُشر بمناسبة انعقاد اجتماعات الربيع، رفع صندوق النقد الدولي توقعاته للنمو في الجزائر بمقدار 0.5 نقطة مقارنة مع تقرير أكتوبر الماضي.

بالنسبة لسنة 2023، تتوقع مؤسسة بريتون وودز، ومقرها العاصمة الأمريكية واشنطن، أن يصل نمو الناتج الداخلي الخام الحقيقي للجزائر إلى نسبة 2.4% أيضًا، مقابل 0.1% فقط متوقعة في أكتوبر/تشرين الأول. وحقق الاقتصاد الجزائري نموًا بنسبة 4% في سنة 2021، حسب صندوق النقد الدولي، الذي توقع في تقريره السابق نسبة 3.4% فقط.

بالإضافة إلى ذلك، من المقرر أن يكون رصيد المعاملات الجارية للجزائر إيجابيًا لأول مرة منذ عدة سنوات، ليستقر عند 2.9% من الناتج الداخلي الخام (مقابل -5.5 متوقع في أكتوبر/تشرين الأول)، قبل أن ينخفض إلى -0.2% من الناتج الداخلي الخام في سنة 2023.

ويمثل رصيد المعاملات الجارية -2.8% من الناتج الداخلي الخام في سنة 2021، حسب التقرير، بينما توقع صندوق النقد الدولي نسبة -7.6% من الناتج الداخلي الخام.

سعر اليورو اليوم في الجزائر

استقر سعر اليورو اليوم في الجزائر خلال تعاملات السبت لدى البنك المركزي، عند 154.07 دينار للشراء، و154.10 دينار للبيع بحسب موقع بنك الجزائر (البنك المركزي الجزائري). فيما صعد سعر اليورو اليوم في الجزائر لدى السوق الموازية غير الرسمية (السوداء)، إلى 189.87 دينار للشراء، و191.98 دينار للبيع، مقابل 189.41 دينار للشراء، و191.51 دينار للبيع، أمس، بحسب موقع (exchangerates247) المتخصص في رصد أسعار صرف العملات في السوق الجزائرية الموازية (السوداء).

سعر الدولار والإسترليني اليوم في الجزائر

لم يتغير سعر الدولار اليوم في الجزائر لدى البنك المركزي، ليبقى عند مستوى 145.42 دينار للشراء، و145.43 دينار للبيع. كما حافظ سعر الدولار اليوم في الجزائر لدى السوق الموازية غير الرسمية (السوداء) على مستواه عند 180 دينارًا للشراء، و182 دينارًا للبيع. وسجل سعر الجنيه الإسترليني اليوم في الجزائر لدى البنك المركزي نحو 182.32 دينار للشراء، و182.39 دينار للبيع، فيما تراجع سعره لدى السوق الموازية غير الرسمية (السوداء) لينزل إلى مستوى 222.11 دينار للشراء، و224.58 دينار للبيع، مقابل 222.36 دينار للشراء، و224.84 دينار للبيع، بنهاية تداولات أمس الجمعة.

سعر الريال والدرهم والدينار

استقر سعر الريال السعودي اليوم في الجزائر لدى البنك المركزي عند مستوى 38.76 دينار للشراء، و38.77 دينار للبيع.

كما بقي سعر الريال السعودي اليوم في الجزائر لدى السوق الموازية (السوداء) عند مستوى 47.99 دينار للشراء، و48.52 دينار للبيع، وهي نفس أسعار أمس الجمعة. وبقي سعر الدرهم الإماراتي اليوم في الجزائر لدى البنك المركزي عند مستوى 39.58 دينار للشراء، و39.60 دينار للبيع.

وسجل سعر الدرهم الإماراتي اليوم في الجزائر لدى السوق الموازية غير الرسمية (السوداء)، نحو 49.01 دينار للشراء، و49.55 دينار للبيع. كما لم يتغير سعر الدينار الكويتي اليوم في الجزائر لدى البنك المركزي، مسجلًا نحو 474.15 دينار للشراء، و474.98 دينار للبيع. بينما ارتفع سعر الدينار الكويتي اليوم في الجزائر لدى السوق الموازية غير الرسمية (السوداء)، إلى نحو 586.41 دينار للشراء،

Le Maghreb en proie à une crise alimentaire aiguë Pour se protéger, l'Algérie lance sa stratégie !

La faim s'étend dans le monde. En 2021, la crise alimentaire a touché « près de 40 millions de personnes supplémentaires pour atteindre près de 200 millions, en raison des conflits et des crises climatiques et économiques », selon le dernier rapport, publié mercredi dernier, par le Réseau mondial contre les crises alimentaires (GNAFC), mis en place par l'Union européenne, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

Si rien n'est fait pour soutenir les zones rurales et les politiques agricoles locales, les pays ultra dépendants des importations des produits agricoles risquent de sombrer dans une crise alimentaire et économique sans précédent avec la hausse continue des cours des matières premières agricoles, du fret et coûts à la production.

Nombreux sont les pays qui ont déjà créé leur bouclier alimentaire pour faire face à l'insécurité alimentaire. L'Algérie, très dépendante des importations des matières premières agricoles, est actuellement à l'heure des choix stratégiques. Dans sa nouvelle vision, l'Etat mise sur l'approche collaborative entre investisseurs et autorités afin de renforcer et de diversifier la production agricole et promouvoir l'industrie agroalimentaire. Plusieurs me-



■ L'Algérie pourrait compenser la hausse des dépenses conjoncturelle par la hausse des cours du pétrole et du gaz sur le marché mondial. (Photo : D.R)

sures de soutien à l'investissement dans le secteur agricole ont été prises par les pouvoirs publics en vue d'augmenter la production des produits agricoles importés et ainsi réduire la facture des importations, trop élevée en raison de la flambée des cours des matières premières agricoles à l'international. Tirée aussi vers le haut par le grand import, avec les coûts élevés du fret, notamment, ceux des containers, des emballages (carton, aluminium, verre). Un autre secteur à promouvoir pour éviter l'importation des emballages qui génère des surcoûts inutiles. Le développement de l'activité du recyclage devait figurer parmi les priorités du secteur industriel, mais la priorité actuellement est de garantir l'approvisionnement du marché en produits de large consommation pour éviter les pénuries et contrer l'inflation. Cette dernière érode progressivement la valeur de la monnaie nationale face à la devise (dollars et euro).

La dépréciation de la monnaie nationale et la hausse des cours

des produits alimentaire à l'international depuis le début de l'invasion russe en Ukraine, le 24 février passé, ce qui a impacté drastiquement l'offre mondiale de plusieurs produits alimentaires de base, sans parler des minerais et d'hydrocarbures.

La crise énergétique en Europe n'a certes pas touché directement l'Algérie, mais le pays subit indirectement la hausse des produits énergétiques (carburants indispensables pour le transport des marchandises), mais aussi par l'impossibilité de renflouer ses réserves de blé en raison de l'embargo sur les céréales russes et le bannissement de la Russie du réseau financier mondial « Swift ». Cette situation a contraint les autorités à chercher de nouveaux marchés pour s'approvisionner en blé afin d'éviter d'éventuelles pénuries, à un prix très élevé. L'Algérie pourrait compenser la hausse des dépenses conjoncturelle par la hausse des cours du pétrole et du gaz sur le marché mondial, mais elle devrait aussi accélérer dans le même

sens de son secteur agricole. C'est une nécessité pour atteindre sa souveraineté alimentaire et préserver sa population de tout trouble social.

Les autorités tentent de trouver des solutions aux problèmes liés à l'irrigation agricole, à la semence, mais aussi aux incidents climatiques qui ont un impact majeur sur les niveaux de production agricole. Le pays reste très dépendant des intrants agricoles (semences, produits phytosanitaires, aliments du bétail), également en hausse. Tout comme la poudre du lait qui a vu ses coûts de production s'envoler ces derniers mois et l'offre est très restreinte sur le marché mondial.

La solution trouvée par les autorités du pays pour faire face à la crise du lait qui marque le marché national est d'encourager la production du lait cru, l'activité de l'élevage et de la collecte. Quant à la problématique de la pénurie de l'huile de table et du sucre, produits localement, l'Etat a interdit leur exportation aux côtés de plusieurs autres produits de large consommation. L'objectif est de freiner l'inflation et éviter les pénuries. Une mesure protectionniste, justifiée par les pressions que connaît le marché mondial des matières premières exacerbées par la guerre en Ukraine. La poursuite de cette guerre provoquera selon l'Organisation des Nations unies (ONU) la destruction de l'humanité et appelle les pays riches à aider les pays pauvres pour faire face à la crise alimentaire. L'Afrique en première ligne.

Samira Takharboucht

PROMOTION DES IDE

SOUHIL MEDDAH, EXPERT FINANCIER : «NÉCESSITÉ D'UN CADRE RÉGLEMENTAIRE STABLE»

Entretien réalisé par
FOUAD IRNATENE

El Moudjahid : *Le gouvernement vient d'examiner un avant-projet de loi relative à l'investissement. Le texte prévoit le renforcement des prérogatives du guichet unique en matière d'accompagnement et de facilitation de l'acte d'investir. Quel sera l'apport concret de ce guichet ?*

Souhil Meddah : Parmi les préoccupations qui reviennent souvent dans tout type d'investissement, il y a la question relative au processus de montage juridico-technique, de création de l'entité de réalisation ou de préparation des fondements préalables d'un projet d'investissement par rapport aux acteurs qui l'entourent, que ce soit des acteurs impliqués ou non impliqués. Dans cette chaîne de succession d'actes et d'effets, souvent les dossiers d'investissement mettent du temps, soit par rapport à la révision ou aux corrections nécessaires sur les contenus qu'ils li-



vrent ou par rapport aux interprétations interceptées par les différents acteurs ou opérateurs, dans le cadre de leurs projets en réalisation ou en extension. Mais l'implication du guichet unique ne doit pas se limiter uniquement aux missions d'assistance ou d'orientation. Il devra également contribuer activement au processus d'organisation des activités et des espaces pour le compte des équilibres macroéco-

nomiques en valorisant le rôle des opérateurs par rapport aux engagements qui, hormis ses objectifs de rendement et de bénéfices, l'obligent implicitement à participer aux collectes des richesses pour le compte de la société. Ce mécanisme permet surtout aux opérateurs une plus grande autonomie et d'espace pour s'occuper de l'essentiel de leurs projets et de rationaliser les délais, les coûts de création et aussi les efforts de recherche et de compétence dans les différents domaines qui se succèdent durant un processus de création ou d'extension de tout projet d'investissement. Cependant, ce mécanisme nécessite aussi des moyens techniques, des correspondances fonctionnelles et opérationnelles qui centralisent les spécialités diverses, par rapport aux modes de leurs inscriptions simplifiées ou d'application uniforme des décisions sur l'ensemble des phases prévues. Sachant que toutes les phases nécessitent une large coordination dans leurs anticipations et leurs planifications ef-

fectives.

La promotion des IDE peut-elle s'ériger en moyen de rétablir les équilibres financiers ?

La promotion des IDE sera soutenue par un modèle économique et un marché, qu'il soit offert vers l'extérieur ou demandeur à l'intérieur. Également, elle nécessite un cadre réglementaire stable et homogène dans les deux sens, soit en obligations ou par rapport aux acquis des parties. Son implication entre autres est beaucoup plus nécessaire au soutien de la politique monétaire d'abord, pour l'activité et la compétitivité nationale et aussi pour l'emploi avec la création de richesses et de revenus.

A ce titre, les textes de loi s'inscrivent généralement pour le compte d'une politique économique capable de répondre aux besoins imminents et lointains pour garantir de la croissance, avec l'accumulation des richesses en PIB tout en confortant les ressources extérieures.

C'est dans ce sens qu'il faut savoir que les textes de loi ne peuvent pas énumérer exhaustivement et tenir compte de ces seuls objectifs.

Les textes de loi sont régis pour permettre une meilleure implication pratique, au même titre des autres instruments dans le cadre

d'une vision lointaine, dotée d'un ou de plusieurs modèles économiques précis et réussis.

Le texte consacre le principe de liberté d'investissement et d'initiative en intégrant des mesures de simplification des procédures au profit des investisseurs. Par quels leviers atteindre cette liberté d'investissement ?

D'abord, il est impératif de mettre toutes les entités ou les entreprises, qu'elles soient publiques ou privées sur un pied d'égalité, tout en allégeant les procédures de telle sorte qu'elles obligent certaines entreprises publiques de passer par des canaux décisionnels limités et contraignants.

Ensuite, sensibiliser les responsables centraux et les magistrats sur les risques inhérents des faits d'investissement ou de placement qui font partie de la vie réelle de l'entreprise à condition qu'ils ne sortent pas de leur cadre légalement autorisé. Et enfin, modifier le code du travail, tout en l'adaptant par rapport à un esprit économique flexible. En allégeant toutes les mesures conflictuelles qui peuvent dépasser le cadre du droit et de la protection de toutes les parties, qu'ils soient employeurs ou employés.

F. I.

Les textes de loi s'inscrivent généralement au compte d'une politique économique capable de répondre aux besoins imminents et lointains pour garantir la croissance, avec l'accumulation des richesses en PIB tout en confortant les ressources extérieures.

في اجتماع لوالي الجزائر مع بعض المديرين دراسة النظام الضريبي للمؤسسات العمومية وتحسين النقل والوضع البيئي

حورية . ب

سيتم تسخير كافة الإمكانيات المادية والبشرية المتاحة للعناية والتكفل بالمحيط وتحسين ظروف معيشة الساكنة، ولاسيما من خلال إيجاد حلول ناجعة وفعالة لإشكالية رفع، تجميع، معالجة واسترجاع النفايات بمختلف أنواعها ومصادرها، وتثمينها وفقا للأساليب الحديثة والتقنيات العصرية المعتمدة في كبريات العواصم العالمية والتي تراعي المعايير الدولية. وقد شارك في الاجتماع كل من مديرة البيئة، مدراء المؤسسات العمومية الولائية أسروت، اكسترانات، نات كوم، جيسيتال والحضري.

أما الاجتماع الثاني فقد تم التحدث فيه عن المسائل المتعلقة بالنقل والتنقلات بولاية الجزائر. وحضره كل من مدير النقل والتنقلات لولاية الجزائر، الرئيس المدير العام لمؤسسة ميناء الجزائر، الرئيس المدير العام لمؤسسة ميترال الجزائر، المدير العام لمؤسسة النقل الحضري وشبه الحضري لمدينة الجزائر وضواحيها، المدير العام للشركة الوطنية للنقل بالسكك الحديدية والمدير العام لشركة استغلال المحطات البرية للجزائر.

استمع والي ولاية الجزائر أحمد معبد، أول أمس، خلال الاجتماع التقني الذي خصص لدراسة ومعالجة المسائل المتعلقة بالنظام الضريبي الذي تخضع له المؤسسات العمومية الولائية ذات الطابع الصناعي والتجاري، لأهم الإشكالات التي تواجهها المؤسسات العمومية الولائية ذات الطابع الصناعي والتجاري في الجانب الضريبي والجباثي، حيث أكد معبد على ضرورة العمل لإيجاد الصيغ المناسبة لحل هذه الأخيرة.

وضم الاجتماع مديري كل من الميزانية والمحاسبة والممتلكات، الإدارة المحلية، الانتخابات والمنتخبين، الإدارة ومراقبة التسيير والإعلام الألي، والمدير العام لمؤسسة إنجاز وصيانة الإنارة العمومية "إيرما"، إلى جانب مديري الضرائب للجزائر وسط الجزائر، غرب والجزائر شرق.

وفي نفس اليوم ترأس الوالي معبد اجتماعين خصص الأول لمناقشة جدول أعمال مشروع تحسين المحيط والوضع البيئي، والذي انعقد في إطار مخطط الجزائر العاصمة مدينة نظيفة، حيث



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

dc@mf.gov.dz

Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger